

Après avoir posé à la Chambre les questions : « Qui est le titan qui va ramener le prix des pommes de terre à 30 ou 32 fr. ? Qui va les confisquer contre le gré des cultivateurs ?... » Thorn continue : « Qu'il se lève et qu'il prenne la place de Welter ! Je n'y vois pas d'inconvénient. La contrainte, la confiscation, c'est donc une solution, mais je ne vois pas le moyen d'y réussir. Je vous l'ai déjà dit, j'appartiens par mon passé aux tendances extrêmes de mon parti, un brin de guerre civile n'est pas pour m'effrayer (Oâo ! Protestations sur beaucoup de bancs.) Je sais que la violence est la grande accoucheuse de la société moderne : mais je ne veux pas de guerre civile, surtout lorsque nous n'avons pas de chance de succès... Je ne veux pas pousser le travailleur industriel contre le travailleur du sol ; notre socialisme doit opérer par la persuasion et non pas par la force (Aha ! à droite)... »

Examinant le but que poursuit le parti libéral avec son ordre du jour, Joseph Thorn doit avouer qu'il ne le voit pas. « Rancune personnelle ? C'est impossible, je ne l'admettrai jamais. Un grand parti comme le parti libéral, ne se laisse pas guider par de misérables rancunes personnelles... La question des scories Thomas, je ne l'admets pas non plus. L'industrie du pays, le parti libéral a toujours voté des lois qui lui étaient désagréables, des lois qui grèvent lourdement l'industrie... Est-ce donc votre but de remplacer Welter par un libéral ?... Je ne conçois pas un ministère de coalition, sans un socialiste... Est-ce que peut-être vous avez peur des responsabilités ? (M. Brasseur : « Nous avons peur de celle des autres ! »)... car je pense que l'heure est grave, et que de lourds événements se préparent. Dans quatre ou cinq mois, le stock des matières premières sera peut-être épuisé dans le bassin d'Esch, les usines devront fermer leurs portes... et, dans un tel moment, vous voudriez amener une crise ? Allons donc ! Je ne comprends pas le but que vous poursuivez. »

Après avoir donné publiquement au docteur Welter « la petite réparation » dont il a été question au fasc. XIV (p. 360), Thorn parle comme suit de nos voisins : « J'admire beaucoup la puissance et la force de l'Allemagne, mais je dois vous dire également que je porte dans mon cœur, comme tous les Luxembourgeois, la France républicaine... La France a montré une fois de plus sa vitalité, et elle a prodigué dans cette guerre des ressources merveilleuses de force et d'énergie. Mais ne parlons pas trop haut. Je ne pense pas qu'en ce moment-ci, la France, républicaine ou autre, nous aime beaucoup, elle nous juge d'après nos actes, et non pas d'après nos paroles. Je ne fais de reproche à personne, ni aux agrariens ni à la grande industrie, j'aurais sans doute agi de même. Mais je pense... que seule peut-être, la classe ouvrière peut tendre vers la France ses mains calleuses, pures de toute compromission. Elle peut dire à la France qu'elle a travaillé, courbée sous le joug et fouettée par la faim...

» ... Il faut que la conciliation arrive. Moi, je me contenterai de mes pommes de terre à 20 ou 25 fr. le maldre. La facture, Messieurs, ne me regarde pas... Une transaction doit intervenir entre la Droite et le parti libéral... Si vous êtes d'accord avec la confiscation et avec la réduction du prix des pommes de terre à 32 fr. le maldre pour les producteurs, un arrangement est possible. Il est encore possible sur la base de l'impôt sur les bénéfices de guerre.